

1976. Un aboutissement précoce. Le parti québécois prend le pouvoir

Raymond Hudon

Number 73, Spring 2003

Entre raison et passion : les Québécois et les élections

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7409ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hudon, R. (2003). 1976. Un aboutissement précoce. Le parti québécois prend le pouvoir. *Cap-aux-Diamants*, (73), 44–48.

1976

UN ABOUTISSEMENT PRÉCOCE

LE PARTI QUÉBÉCOIS PREND LE POUVOIR



■ Scène de victoire du 15 novembre 1976 au Centre Paul-Sauvé. Derrière René Lévesque et ses candidats apparaît le thème de la campagne du Parti québécois : «On a besoin d'un vrai gouvernement». (Archives nationales du Canada).

PAR RAYMOND HUDON

Le 15 novembre 1976, les Québécois élurent un gouvernement majoritaire, dont les députés appartenaient à un parti que le premier ministre canadien, seulement quelque temps auparavant, considérait comme un groupuscule appelé à disparaître du paysage politique québécois à plus ou moins brève échéance. Il est vrai qu'à l'élection précédente, en octobre 1973, le Parti québécois (PQ) n'avait fait élire que six députés sur les 110 que comptait alors l'Assemblée nationale. Se fiant à la lecture que lui offrait

Pierre Elliott Trudeau de la situation au Québec, le reste du Canada assista incrédule au dévoilement de résultats dont il se refusa jusqu'au dernier moment d'envisager même la possibilité. Le choc fut violent, le réveil brutal.

Les dirigeants du PQ avaient bien entrevu la possibilité d'une victoire électorale, mais n'osaient pas vraiment y croire – tout comme la très grande majorité des électeurs, d'ailleurs! –, de peur sans doute de revivre à nouveau les issues décevantes des campagnes de 1970 et 1973. Le mode de scrutin contribuant une fois de plus à une grave distorsion des préférences exprimées par l'ensemble des voteurs, l'ampleur de la victoire allait toutefois étonner tout le monde, y compris les partisans péquistes. Sans donner des résultats complètement inattendus, l'élection de 1976 comporta tout de même sa part de surprises, peut-être à inscrire plutôt au chapitre des paradoxes. Replacés en contexte et rattachés à certains développements de plus longue durée, ces (fausses) surprises et paradoxes trouvent des explications qui, bien que partielles et non définitives, donnent un sens aux tendances cristallisées dans le vote de novembre 1976. Le texte qui suit rappelle brièvement des éléments de ce contexte et de ces développements.

UN VRAI GOUVERNEMENT

Le premier paradoxe de cette campagne se manifesta dans l'obstination du PQ à garder en veilleuse son option souverainiste alors même que le premier ministre libéral sortant, Robert Bourassa, avait justifié son appel au peuple prématuré en invitant ce dernier, devant la menace d'un projet présumé de rapatriement unilatéral de la constitution canadienne, à s'associer «à cette décision historique que sera la réalisation d'un Canada nouveau [au sein duquel] le Québec s'apprête à définir sa place et ses pouvoirs». Dans ces conditions, les libéraux s'acharnèrent à vouloir faire barrage à des «séparatistes» qui mettaient plutôt toutes leurs énergies à se présenter sous un autre jour, beaucoup plus rassurant.

Ainsi, René Lévesque, dont l'image avait été spécialement polie pour les fins de la publi-

cité électorale, consacra tous ses efforts à convaincre que l'enjeu du scrutin était d'abord et avant tout l'élection d'un «vrai gouvernement». Cela était alors entendu comme l'élection d'un gouvernement dégagé des pratiques de corruption et de patronage auxquelles on avait régulièrement associé le gouvernement libéral dans les années précédentes. Après son élection, le nouveau gouvernement péquiste inscrivit d'ailleurs cette question au sommet de son programme législatif en faisant adopter la Loi 2 sur le financement des partis politiques, longtemps considérée exemplaire au sein des démocraties occidentales. Tout au long de la campagne, les ténors du PQ ne cessèrent jamais de rappeler que la question de la souveraineté serait décidée ultérieurement avec la tenue d'un référendum.

Plusieurs facteurs contribuèrent à la recevabilité de cette proposition de placer la formation d'un gouvernement au tout premier rang des priorités électorales. Au-delà des problèmes de moralité publique, la hausse du taux de chômage n'était pas sans entacher le bilan d'un gouvernement qui, justement, prétendait représenter le meilleur gage de la santé économique du Québec. De plus, la situation inquiétante dans laquelle étaient plongées les finances publiques – coûts exorbitants des développements hydroélectriques de la Baie James, déficits alarmants des Jeux olympiques, entre autres – soulevait de sérieux doutes sur la compétence de l'administration libérale. En dépit de ces facteurs dévastateurs pour le gouvernement en place, il n'est pas du tout sûr que la défaite de ce gouvernement aurait été acquise sans la mise au rancart momentanée de la question nationale.

Les libéraux s'en montrèrent vraiment déçus. L'élection de 1973 n'avait-elle pas en effet été celle qui leur avait donné une majorité écrasante, avec l'élection de 102 députés? Cette élection avait été celle de l'effondrement complet de l'Union nationale (UN), de sorte que l'accroissement des appuis au PQ à hauteur de 30 % s'était curieusement traduit par un siège de moins que ceux gagnés avec l'élection de 1970. Le Parti libéral du Québec (PLQ) ne pouvait donc que souhaiter et tenter de provoquer une fois de plus une polarisation autour de la question nationale pour bloquer l'élection du PQ. Le plan fut toutefois contrecarré par la stratégie péquiste.

Retenu au prix de débats acerbes et de nombreux tiraillements au sein du groupement souverainiste, l'étapisme – pour reprendre l'expression du temps – permit justement de dissocier clairement l'élection d'un gouvernement de la décision relative au statut constitutionnel du Québec. Divers autres facteurs



La Loi 22 entraîne certains gestes violents. (*Mémorial du Québec*, tome V111, p.311).

allaient d'ailleurs inciter à concevoir que l'élection d'un «vrai gouvernement» méritait préséance sur la réalisation de la souveraineté.

UNE NÉCESSAIRE PACIFICATION SOCIALE

Le Québec de 1976 était plongé au cœur d'une crise sociale dont certains épisodes exacerbés avaient déjà, depuis le début de la décennie, été causes d'exaspération. Plusieurs en avaient assez, en effet, des tensions et confrontations caractéristiques de la société québécoise d'alors. En réalité, l'apparente polarisation des citoyens autour de la question nationale – que l'élection de 1973 avait spécialement cristallisée – se doublait d'une polarisation des forces sociales et économiques sur un axe proprement économique-social. Au point, d'ailleurs, qu'il faut se demander si ce deuxième axe de structuration des rapports entre les composantes de la société québécoise ne supplantait pas le premier en importance réelle.

Ainsi, dans la foulée d'une tendance déjà visible à la fin des années 1960, les conflits de travail offraient un palmarès qui permettait au Québec de gagner le «championnat des grèves» au Canada. Ce bilan global était, il faut dire, en grande partie alimenté par les affrontements épiques des employés des secteurs public et parapublic avec l'État patronal. La grève générale du printemps 1972 allait d'ailleurs conduire à un fait pratique-

En 1974, le gouvernement de Robert Bourassa fait adopter la Loi 22. Cette dernière déclare la langue française «officielle» tout en reconnaissant deux langues nationales. Les mécontents furent nombreux et il s'ensuivit de grandes manifestations. (*Mémorial du Québec*, tome VIII, p. 311).



ment unique au sein des démocraties occidentales contemporaines, l'emprisonnement des présidents des trois grandes centrales syndicales : la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), et la Corporation des enseignants du Québec (CEQ). Les trois organisations avaient encore accentué les tensions et élargi leur portée en proposant, dans ce même contexte, une formulation politique de leur radicalisation croissante. Ainsi, avaient été publiés respectivement par chacune des centrales trois manifestes qui affichaient sans véritable équivoque les orientations privilégiées : *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN), *L'État rouage de notre exploitation* (FTQ), et *L'école au service de la classe dominante* (CEQ).

Ces documents relevèrent finalement plus d'exposés théoriques qu'ils ne donnèrent prise à des programmes d'action concrets. Du moins, les partis de gauche qui tentèrent de canaliser le mécontentement manifesté par ces discours durent-ils bien simplement enregistrer de bien minces succès électoraux. En réalité, après les durs affrontements des employés de l'État et de nombreuses institutions publiques avec le gouvernement de Robert Bourassa, en 1972, l'option fut retenue d'investir le PQ et d'en faire carrément un instrument des forces progressistes. Ainsi, vit-on le programme péquiste de plus en plus marqué de positions proches de la social-démocratie. De la sorte, les clivages idéologiques apparurent de plus en plus clairement entre

les partis en lice, du moins entre le PQ et les autres.

Les résultats enregistrés le 15 novembre 1976 inspirèrent des interprétations enthousiastes de la part des dirigeants syndicaux. Le président de la CSN ne voyait-il pas dans la victoire du PQ une victoire du peuple, une victoire pour les syndicats? Dans les semaines qui suivirent l'élection, on eut l'impression que le nouveau gouvernement prenait au sérieux la volonté exprimée dans le programme officiel péquiste de mettre fin à toute forme d'exploitation des travailleurs. Il ne convenait plus du tout de penser le patronat québécois installé au pouvoir, comme le suggérait le titre d'un ouvrage publié à l'époque par Pierre Fournier pour caractériser la relation privilégiée dont jouissaient le patronat et le milieu des affaires avec le gouvernement Bourassa. Bien conscient des inquiétudes des investisseurs, René Lévesque jugea tout de même nécessaire, tout juste avant les fêtes, de calmer le jeu des déclarations enflammées, parfois intempestives, des nouveaux élus péquistes qui semblaient ne pas avoir comme idéal de rendre les politiques conformes aux intérêts des puissants. «Fini le capitalisme sauvage!», tonnait un Bernard Landry, par exemple.

Le spectre révolutionnaire brandi par certains dirigeants économiques fut donc repoussé. Il reste que des changements se feraient jour. L'adoption d'une loi anti-bribeurs de grèves allait envoyer un signal clair : un certain équilibre devait être res-

tauré dans les rapports de force opposant divers acteurs économiques et sociaux importants. La détermination de retrouver une paix sociale relative et de favoriser une communication axée sur le dialogue plutôt que sur l'affrontement devait trouver concrètement son écho dans la convocation de sommets socio-économiques réunissant les représentants du patronat et du milieu des affaires avec les représentants syndicaux et ceux de l'État, politiques comme administrateurs.

En somme, toute interprétation ou explication du sens et de la portée de l'élection du 15 novembre 1976 qui n'intégrerait pas cette vaste et ambitieuse entreprise de pacification sociale qui échut au gouvernement péquiste demeurerait extrêmement partielle et passerait même à côté de l'essentiel. Il ne serait pas, par contre, beaucoup plus éclairant de réduire cette élection aux seules questions de moralité publique et de réconciliation entre les grands acteurs de la scène sociale et économique.

LE CLIVAGE LINGUISTIQUE

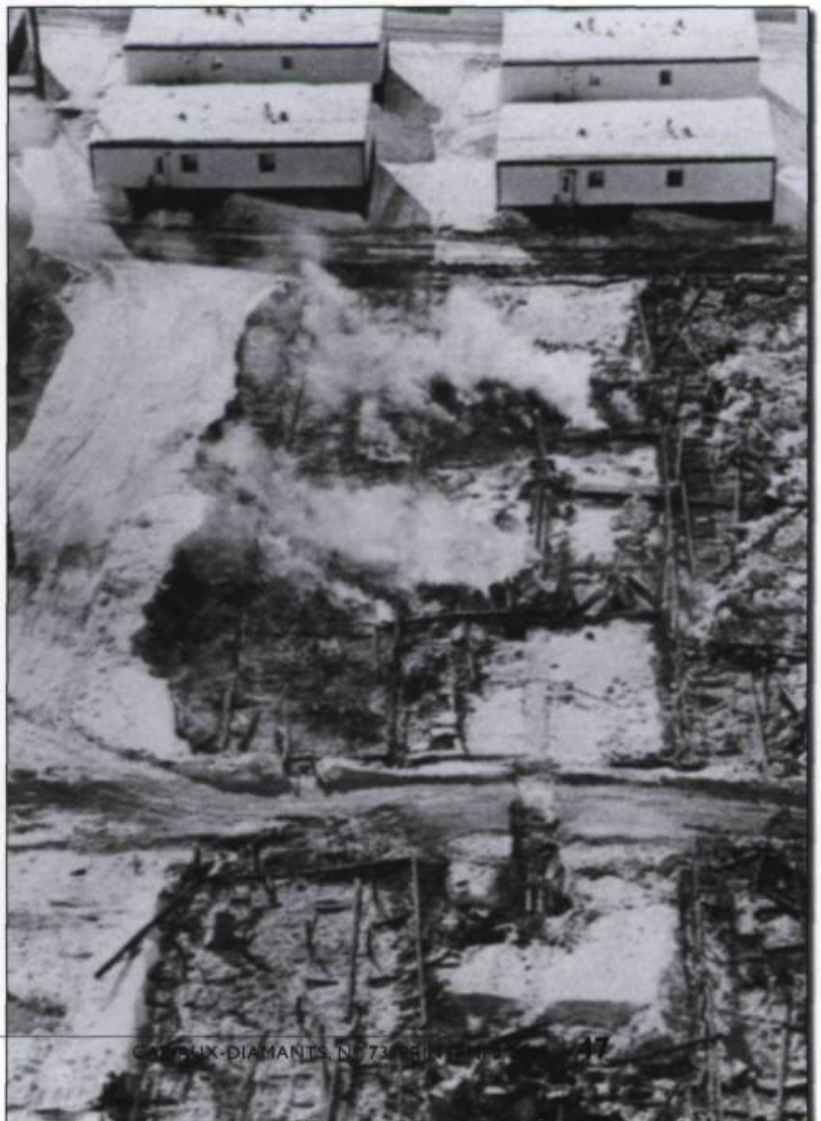
Appelés à choisir une clef qui ouvrirait la voie à une explication moins insatisfaisante — quoique toujours incomplète — du revers du gouvernement de Robert Bourassa, bon nombre retiendraient sans doute l'éclatement d'un clivage linguistique qui mit bien au jour le cul-de-sac électoral dans lequel se retrouvèrent les populations anglophones à l'automne 1976. S'estimant trahis par les libéraux qui leur avaient imposé, en 1974, la Loi 22 (sur la langue officielle du Québec), à laquelle ils étaient farouchement opposés, et se sentant absolument incapables d'appuyer un parti dont le premier objectif était, à terme, de faire accéder le Québec au rang d'État souverain, de très larges pans des populations anglophones québécoises choisirent de favoriser les candidats d'un parti déclaré moribond après sa terrible contre-performance d'octobre 1973, l'UN. Situation pour le moins paradoxale, s'il en était!

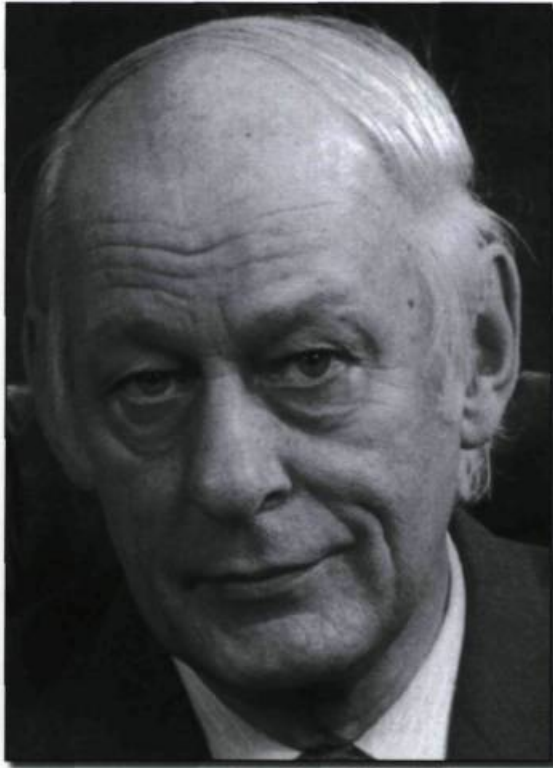
Comme sur le front social, le PQ était une fois de plus appelé à dénouer les énormes tensions liées au problème linguistique, tensions qui avaient provoqué des affrontements assez théâtraux au sein même du parti. Depuis la consécration du principe du libre choix de la langue d'enseignement avec la Loi 63 de l'automne 1969, au terme d'une longue crise qui avait sévi sur l'île de Montréal, le débat linguistique avait acquis valeur de symbole et statut de cause exemplaire pour les nationalistes québécois. Faut-il rappeler le contenu du sinistre rapport Fantus qui, au

tout début de la décennie, invitait le gouvernement québécois à mettre la pédale douce sur les ambitions de francisation du Québec? Au grand dam de ses nombreux partisans anglophones, le PLQ n'avait quand même pas pu éviter ce qui était devenu précisément inévitable, faire du français la langue officielle du Québec. Les partisans de positions plus exigeantes ne devaient cependant pas désarmer. Jugée trop timide par ces derniers et reçue comme un affront par les militants anglophones, la Loi 22 devait contribuer aux difficultés électorales du PLQ. Après son élection, le PQ voulut d'ailleurs en faire symboliquement sa première loi, la Loi 1, devenue la Loi 101 comme suite à un faux pas de procédure que René Lévesque ne trouva pas particulièrement génial! Pris de court, plusieurs électeurs anglophones se tournèrent donc du côté de l'UN, avant de se donner par la suite un parti propre (le Parti égalité), qui s'est finalement révélé relativement éphémère.

Le réalignement électoral de plusieurs anglophones, en 1976, fut d'abord l'expression d'un dépit. Il créa tout de même l'illusion d'une renaissance de l'Union nationale. Cette hypothèse se gagna quelque crédit seulement au

■
Plusieurs conflits syndicaux au cours des années 1970 entraînent des répercussions sociales et politiques importantes. Ici, le saccage du chantier de la Baie-James (L.G.-2), en mars 1974. (Archives nationales du Canada)





René Lévesque (1922-1987). Au scrutin du 15 novembre 1976, il conduit le Parti québécois à la victoire avec 40 % des suffrages exprimés. (Collection Yves Beaugregard).

prix de visions à très courte vue des mouvements partisans au Québec. Il convient en effet de souligner que le recul des appuis à l'UN était apparu constant depuis le sommet atteint en 1956. Cette évolution était à mettre en parallèle avec une tendance similaire touchant la proportion des votes recueillis par le PLQ, dont la cote électorale la plus élevée remontait à 1962. En contrôlant l'effet du vote tactique marqué par les déplacements subits de voix de l'UN vers le PLQ en 1973 et ceux, à l'inverse, survenus en 1976 au profit, cette fois, de l'UN, le recul des appuis accordés à ces deux partis dénotait en effet une remarquable constance. La contrepartie devait se mesurer dans la croissance tout aussi constante des appuis accordés aux partis souverainistes depuis l'élection de 1966, alors que le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et le Ralliement national (RN) avaient fait campagne.

UN ABOUTISSEMENT PRÉCOCE

Au vu des tendances tout juste évoquées, on comprend que le résultat de l'élection de 1976 ne fut pas tout à fait accidentel. Sans la réaction d'une bonne partie de l'électorat anglophone, le résultat aurait pu être différent, du moins plus serré. Quoi qu'il en soit, la fin de l'UN allait être confirmée en avril 1981, le PQ atteignant alors son sommet historique avec 49 % des voix. Il demeure que l'élection du Parti québécois dès 1976 fut en un sens l'aboutissement précoce d'une réorientation

majeure mais progressive de l'électorat, notamment l'électorat francophone. En reniant momentanément ses allégeances traditionnelles, l'électorat anglophone voulait régler le compte des libéraux de Robert Bourassa. Au matin du 16 novembre, il se retrouva avec un gouvernement qui lui inspirait les pires craintes. Dans les années qui suivirent, les anglophones furent nombreux à quitter...

D'un certain point de vue, l'élection québécoise de 1976 fut une drôle d'élection. Libéraux et péquistes s'ingénierent respectivement à ramener au premier plan et à repousser dans l'ombre l'enjeu de la souveraineté. Les deux camps, chacun à sa façon, faisaient ainsi la démonstration que la cause de la souveraineté était alors tout ce qu'il y a de plus éloigné d'une cause gagnante... Il reste que les agriculteurs québécois, excédés par la politique fédérale de réduction des quotas de production de lait, firent une très large place à leurs dénonciations, par la dérision, du «fédéralisme rentable» dont Robert Bourassa se faisait le héraut. Effet boomerang, pour ainsi dire!

L'élection de 1976 tire finalement son sens profond d'une mise en contexte qui permet d'en dévoiler la dimension rationnelle, au cœur d'une société qui avait un urgent besoin d'apaisement social. Les tensions allaient emprunter des expressions plus carrément politiques, en particulier à l'occasion du référendum de 1980 et de l'adoption d'une nouvelle constitution canadienne en 1981-1982.



Raymond Hudon est professeur au Département de Science Politique de l'Université Laval et il est directeur-fondateur du diplôme d'études supérieures (DES) en affaires publiques et représentation des intérêts.

Pour en savoir plus :

Le présent article puise à des sources diverses, dont principalement : Raymond Hudon, «The 1976 Quebec Election», *Queen's Quarterly*, volume 84, n° 1, printemps 1977, p. 18-30.

Raymond Hudon, «Political Parties and the Polarization of Quebec Politics», dans Hugh G. Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, Scarborough (ON), Prentice-Hall of Canada, 4^e édition, 1979, p. 228-242.

André Bernard. *Québec : élections 1976*. Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1976, 174 p. (Coll. Science politique).